

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 GLISY

GLISY, le 24 août 2023

Service risque – URSP
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING

570 rue Nationale
80500 Trois-Rivières

Références : DS SMITH_3rivieres_RAPVI_0005102078_09082023
Code AIOT : 0005102078

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING implanté 570 rue Nationale 80500 Trois-Rivières. L'inspection a été annoncée le 31/05/2023.

Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site DS Smith de Contoire Hamel - trois rivières est soumis au système d'échange de quotas de l'union européenne pour son activité de fabrication de papiers/cartons.

A ce titre, l'exploitant doit chaque année, avant le 28 février, déclarer ses émissions sur la base d'un Plan De Surveillance (PDS) et il peut, avant le 31 mars de chaque année, déclarer ses niveaux d'activité sur la base d'un Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) afin d'obtenir une allocation de quotas gratuits.

La visite du 6 juillet 2023 a pour but de vérifier que les éléments présents dans les PDS et PMS et leurs procédures déclinent les modes de faire du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING EX OTOR PICARDIE
- 570 rue Nationale 80500 Trois-Rivières
- Code AIOT : 0005102078
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société DS SMITH PACKAGING est l'un des principaux fabricants mondiaux de papier pour ondulé et de papiers spéciaux pour les emballages.

DS SMITH exploite à CONTOIRE HAMEL – trois rivières une usine de fabrication de papier/carton à partir de vieux papiers (environ 70 000 t/an); de plus le site réalise la transformation de carton en emballage et imprime certains cartons.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Le Contrôle des éléments contenus dans le :

- Plan de surveillance des émissions de CO₂,
- Plan méthodologique de surveillance pour l'obtention d'une allocation de quotas gratuits,

Le Rendement et efficacité énergétique des chaudières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est certifié ISO 50001.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PDS Approbation	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 5	/	Sans objet
PMS : Plan Méthodologique de Surveillance	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 11	/	Sans objet
PMS : Modifications	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 13	/	Sans objet
PMS : Contrôle des instruments de mesure	Règlement européen du 19/12/2018, article 11.4	/	Sans objet
PMS/ ALC Système de contrôle	Règlement européen du 19/12/2018, article 7	/	Sans objet
Benchmark - référentiel produit "Pâte à partir de papier recyclé"	Règlement européen du 19/12/2018, article annexe 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PDS/aer Calcul des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 24	/	Sans objet
PDS/ Système de contrôle	Règlement européen du 19/12/2018, article 59	/	Sans objet

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
PDS/Assurance de la qualité	Règlement européen du 19/12/2018, article 60	/	Sans objet
Déclaration annuelle des émissions	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 9	/	Sans objet
Demande d'allocation de quotas gratuits	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 14	/	Sans objet
Benchmark - référentiel produit "Testliner et papier pour cannelure"	Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe 1	/	Sans objet
Rendement des chaudières	Code de l'environnement du 30/07/2020, article R224-23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les Plans nécessaires à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et à la demande d'allocation de quotas gratuits ne sont pas approuvés. La visite du site a permis de conforter la position de l'inspection des installations classées dans sa demande de compléments du PDS et du PMS; en effet, lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu démontrer de manière précise et étayée les méthodes de détermination des données utilisées pour les déclarations annuelles.

2-4) Fiches de constats

N° 2 : PDS Approbation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 5
Thème(s) : Autre, Modifications du plan de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si les informations contenues dans le plan de surveillance de l'installation n'apparaissent pas conformes aux exigences du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 susvisé, l'autorité compétente demande à l'exploitant de modifier le plan de surveillance, et précise les motifs de cette demande. L'exploitant dispose alors de quatre semaines pour adresser à l'autorité compétente un nouveau plan de surveillance.
Constats : Le dernier PDS (fichier excel et ses annexes) déposé auprès de l'administration est référencé "Plan_Surveillance_emissions_P6". Le PDS est incomplet (fichier non renseigné notamment sur l'onglet D et absence de diagramme des flux); de plus ce PDS présente des incohérences et des irrégularités entre les pratiques du site et les éléments descriptifs. En l'état le PDS version 6 ne peut pas être approuvé. L'exploitant s'est engagé à compléter le PDS avant le 15 sept 2023. Dans une première approche, les modifications attendues ne sont pas jugées importantes au regard des dispositions de l'article 15 du règlement MRR.
Observations : L'exploitant s'est engagé à déposer un PDS amendé sur la plateforme "démarches simplifiées" au plus tard pour le 15 sept 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : PDS/aer Calcul des émissions

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 24
Thème(s) : Autre, Calcul des émissions par la méthode standard
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans la méthode standard, l'exploitant calcule les émissions de combustion, pour chaque flux, en multipliant les données d'activité liées à la quantité de combustible consommée, exprimées en térajoules sur la base du pouvoir calorifique inférieur (PCI), par le facteur d'émission correspondant, exprimé en tonnes de CO2 par térajoule (t CO2/TJ), en accord avec l'utilisation du PCI, et par le facteur d'oxydation correspondant
Constats : L'exploitant utilise la méthode standard pour l'ensemble des 4 flux du site (gaz naturel, fioul, GPL et biogaz).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : PDS/ Système de contrôle

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 59
Thème(s) : Autre, Gestion des données
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant[...] établit, consigne, met en œuvre et tient à jour un système de contrôle performant pour faire en sorte que la déclaration d'émissions annuelle [...] établies sur la base des activités de gestion des flux de données, ne contiennent pas d'inexactitudes et soient conformes au plan de surveillance et au présent règlement
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté les tableaux de suivi des quantités de combustibles entrants sur le site. Il a été notamment examiné, la facture relative à la consommation de GPL de juin 2022. La masse de GPL figurant sur la facture est correctement reportée dans le tableau de suivi de l'exploitant. Concernant le gaz naturel, les quantités alimentant la cogénération sont suivies par le personnel DS SMITH (relevé journalier) ; néanmoins, l'exploitant n'a pas pu prouver que l'alimentation de la cogénération en gaz naturel suit un circuit indépendant de l'arrivée générale de l'usine. Ce point particulier doit être justifié et le diagramme des flux doit éventuellement mis en cohérence avec le circuit du gaz naturel sur le site.
Observations : L'exploitant doit valider le diagramme des flux adossé à son PDS ou modifier ce diagramme des flux lors du dépôt du PDS amendé le 15 septembre au plus tard.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : PDS/Assurance de la qualité

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 60
Thème(s) : Autre, Etalonnage des instruments de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aux fins de l'article 59, paragraphe 3, point d), et sur la base des risques inhérents et des risques de carence de contrôle mis en évidence lors de l'évaluation des risques visée à l'article 59, paragraphe 2, point a), l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef analyse et valide les données issues des activités de gestion du flux de données visées à l'article 58. L'analyse et la validation de ces données comprennent au minimum: a) la vérification de l'exhaustivité des données; b) la comparaison sur plusieurs années des données que l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef a obtenues, surveillées et déclarées; c) la comparaison des données et valeurs obtenues au moyen de différents systèmes de collecte de données d'exploitation, et notamment, le cas échéant: i) la comparaison des données concernant l'achat de combustibles ou de matières avec les données relatives à la variation des stocks et avec les données relatives à la consommation pour les flux concernés; ii) la comparaison des facteurs de calcul qui ont été déterminés par analyse, calculés ou obtenus auprès du fournisseur des combustibles ou des matières avec les facteurs de référence nationaux ou internationaux de combustibles ou de matières comparables; iii) la comparaison des émissions déterminées par les méthodes fondées sur la mesure avec les résultats du calcul de corroboration conformément à l'article 46; iv) la comparaison des données brutes avec les données agrégées.
Constats : L'exploitant a présenté les tableaux de suivi des données brutes et agrégées des consommations de combustibles fossiles pour l'année 2022. La gestion des flux de ces données n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déclaration annuelle des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle : aer
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant déclare ses émissions de gaz à effet de serre de l'année civile précédente conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 susvisé. A cette fin, il soumet sa déclaration, et le rapport de vérification, établi conformément à l'article 27 du règlement d'exécution (UE) 2018/2067 susvisé. Cette déclaration doit être effectuée avant le 28 février sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées, conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets. La version la plus récente du plan de surveillance approuvée par l'autorité compétente est également jointe à cette déclaration.
Constats : L'exploitant a déposé, sur la plateforme GERE, avant le 28 février 2023 sa déclaration des émissions 2022. Nota : Depuis 2021, le site utilise le biogaz produit par sa propre STEP en tant que combustible dans l'une de ses chaudières. En application de la Directive Européenne dite "RED II" l'exploitant devra présenter en février 2024, un certificat de réduction des gaz à effet de serre pour pouvoir continuer à appliquer un facteur d'émission nul. Ce point a été rappelé lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 11
Thème(s) : Autre, Dépôt et approbation du PMS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation à titre gratuit ou qui obtient cette allocation en vertu de l'article 10 bis de la directive 2003/87/CE surveille les niveaux d'activité sur la base d'un plan méthodologique de surveillance conforme au règlement délégué (UE) 2019/331 susvisé. Le plan méthodologique de surveillance est notifié à l'autorité compétente. Il est adressé par ailleurs au service d'inspection via le site Démarches simplifiées (https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/phase-4-eu-ets-pms). Le plan méthodologique de surveillance doit être approuvé par l'autorité compétente. Dans le cadre d'une demande de quotas gratuits d'une installation en place mentionnée à l'article 4 du règlement délégué (UE) 2019/331, l'exploitant soumet son plan méthodologique de surveillance, servant à l'élaboration de la déclaration des données de référence, à l'autorité compétente pour approbation au plus tard 6 mois avant la date de soumission d'une demande d'allocation à titre gratuit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant sollicite chaque année une allocation de quotas gratuits ; dans ce cadre l'exploitant a déposé un Plan Méthodologique de Surveillance (PMS). La dernière version du PMS référencé "PMS_contoire_V.4" a été déposée sur la plateforme démarches simplifiées, le 6 avril 2023. Ce PMS décrit 4 sous-installations dont 2 benchmarks produits : pâte à papier recyclée et tesliner et 2 benchmarks alternatifs: chaleur et combustible non CL. La sous installation combustible est une nouvelle sous-installation déclarée dans la version 4 du PMS; une nouvelle sous installation est une modification importante au sens de l'article 9 du règlement FAR (2019/331). Ce PMS a été examiné par l'administration ; des observations et des demandes de compléments ont été formulées par mail du 11 avril 2023. Avant la visite, l'exploitant n'a pas pu apporter les éléments de réponse; le PMS du site n'est pas approuvé. La visite a permis de guider l'exploitant dans la sa démarche de rédaction de PMS. L'exploitant s'est engagé à produire un PMS amendé pour le 15 septembre 2023.</p>
<p>Observations : En l'absence de PMS approuvé, la demande d'allocation de quotas gratuits déposée par l'exploitant en 2023 sur la plateforme GEREPE n'a pas pu être traitée. Cette demande d'allocation sera traitée au regard d'un PMS approuvé, les ALC peuvent être examinés jusqu'au 1er novembre; ce délai est compatible avec la date du 15 septembre.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : PMS : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 13
Thème(s) : Autre, Examen du PMS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorité compétente peut à tout moment demander une modification du plan méthodologique de surveillance pour le rendre conforme au règlement.
Constats : Lors de la visite, la méthode de détermination des quantités de chaleur produites puis attribuées à chaque sous-installation, n'a pas pu être démontrée par l'exploitant. Il est à noter que le PMS référencé " PMS_contoire_V.4" ne décrit pas, de manière précise, les moyens dont dispose l'exploitant pour déterminer les données d'activité relatives aux quantités de chaleur produites et ou consommées dans les sous-installation. Ceci n'est pas conforme à l'article 7.1 du règlement FAR 2019/331 qui stipule " Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII ». <p>En l'état ce PMS ne peut être approuvé. L'exploitant souhaite disposer du délai de 4 semaines pour travailler le contenu du PMS; il s'est engagé à déposer un PMS amendé au 15 septembre prochain.</p>
Observations : En l'absence de PMS approuvé, la demande d'allocation de quotas gratuits déposée par l'exploitant en 2023 sur la plateforme GEREPE n'a pas pu être traitée. Cette demande d'allocation sera traitée au regard d'un PMS approuvé, les ALC peuvent être examinés jusqu'au 1er novembre; ce délai est compatible avec la date du 15 septembre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Demande d'allocation de quotas gratuits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 14
Thème(s) : Autre, ALC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant déclare les niveaux d'activité de chaque sous-installation de l'année civile précédente conformément au règlement d'exécution (UE) 2019/1842 susvisé. [...]. En cas d'augmentation des niveaux d'activité entraînant une augmentation de l'allocation de quotas gratuits, les quotas supplémentaires seront délivrés après décision de la Commission européenne. En cas de baisse des niveaux d'activité entraînant une diminution de l'allocation de quotas gratuits, la totalité de l'allocation réduite sera délivrée après décision de la Commission européenne.
Constats : L'exploitant a déposé une demande d'allocation de quotas gratuits pour 2023 mais en l'absence de PMS approuvé, cette demande ne peut pas être traitée par l'administration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11.4
Thème(s) : Autre, métrologie des instruments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence. Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Cas des Benchmarks produits:</u> L'exploitant utilise 2 instruments pour la détermination des niveaux d'activité des 2 sous installations "pâte à papier recyclée" et "testliner": il s'agit d'un pèse bobine et d'un scanner de mesure de l'humidité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La balance utilisée est référencée "syslec IT6000E", son suivi relève d'une métrologie volontaire. Le constat de vérification périodique annuel de ce pèse bobine, daté du 12/06/23, a été présenté; la vérification est réalisée en référence à la norme NF EN 45501. - le scanner en ligne de mesure de l'humidité est de type Valmet, son suivi relève d'une métrologie volontaire, la fiche de vie du scanner a été présentée lors de l'inspection. Le suivi est réalisé conformément aux engagements de la COPACEL qui a porté une demande de dérogation nationale pour l'utilisation de ce type instrument ne relevant pas de la métrologie légale. <p><u>Cas des sous installations chaleur et combustible (non CL) :</u> Le PMS ne présente pas la liste des instruments de mesure utilisés pour la détermination des données d'activité de la chaleur (schéma des sous-installations incomplet). L'exploitant a déclaré utiliser la méthode du rendement pour le calcul des quantités de chaleur produites. Les qualités métrologiques des sous compteurs gaz et biogaz n'ont pas pu être démontrées par l'exploitant lors de la visite; le service métrologie du site ayant déclaré ne pas suivre ces instruments. Enfin, pour calculer la répartition des quantités de chaleur entre les sous installations, l'exploitant a déclaré utiliser des sous compteurs de type débitmètres.</p> <p>Le jour de la visite, ces éléments n'ont pas pu être vérifiés. L'exploitant s'est engagé à produire un PMS amendé pour le 15 septembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : PMS/ ALC Système de contrôle

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7
Thème(s) : Autre, Principes de la surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.
Constats : L'exploitant n'a pas pu expliquer la méthode de détermination des quantités de chaleur consommées au sein des installations. Les imprécisions relevées dans le Plan Méthodologique de Surveillance se retrouvent dans le suivi qu'effectue le site. Le PMS doit être complété afin de présenter des méthodes de détermination des données d'activité cohérentes et précises. L'exploitant s'est engagé à produire un PMS amendé pour le 15 septembre 2023.
Observations : En l'absence de PMS approuvé, la demande d'allocation de quotas gratuits déposée par l'exploitant en 2023 sur la plateforme GEREPA n'a pas pu être traitée. Cette demande d'allocation sera traitée au regard d'un PMS approuvé, les ALC peuvent être examinés jusqu'au 1er novembre; ce délai est compatible avec la date du 15 septembre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Benchmark - référentiel produit "Pâte à partir de papier recyclé"

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article annexe 1
Thème(s) : Autre, limite de la sous installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pâtes de fibres obtenues à partir de papier ou de carton recyclés (déchets et rebuts) ou d'autres matières fibreuses cellulosiques, exprimées sous forme de production commercialisable, en tonnes de pâte sèche à l'air, mesurée à la fin du processus de production. «Tonne de pâte sèche à l'air» signifie que la pâte contient 90 % de matière sèche. Dans le cas de la production de pâte, la production est définie comme le total de la pâte produite, y compris la pâte pour livraison interne à une usine papetière et la pâte marchande.
Constats : Pour comptabiliser les quantités de pâte à papier recyclées, l'exploitant émet l'hypothèse que l'ensemble de la pâte à papier recyclée produite est utilisée par les machines à papier (les rognures et autres rebuts de fabrication sont ré-introduits dans la sous installation "pâte à papier recyclée"). La consigne de fabrication est à 8% d'humidité. La donnée d'activité de cette sous-installation est obtenue par la pesée des bobines en sortie de production (pesée d'un papier à 8% d'humidité, avec le mandrin qui représente 0,1% de la masse totale de la bobine). Cette méthode de détermination de la donnée d'activité ne permet pas de répondre précisément à la définition du benchmark qui impose de déterminer la masse produite à 90% de ciccité). En application du règlement FAR, il a été demandé à l'exploitant de présenter une méthode plus précise. L'exploitant s'est engagé à produire un PMS amendé pour le 15 septembre 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Benchmark - référentiel produit "Testliner et papier pour cannelure"

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe 1
Thème(s) : Autre, limite de la sous installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : «Testliner» et papier pour cannelure, exprimés sous forme de production commercialisable nette, en tonnes de papier sec à l'air, défini comme du papier dont le taux d'humidité est de 6 %.
Constats : La détermination de la donnée d'activité pour cette sous-installation repose sur la pesée des bobines en sortie de machine et sur la mesure de l'humidité du papier fabriqué. Nota : l'exploitant ne soustrait pas la masse des mandrins utilisés pour le bobinage, ceci conduit à une erreur d'environ 0.1%. Pour cette sous installation "testliner", ce mode de détermination de la donnée d'activité reste satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Rendement des chaudières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2020, article R224-23
Thème(s) : Autre, Valeur des Rdt
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière définie à l'article R. 224-21 et mise en service après le 14 septembre 1998 s'assure de ce que le rendement caractéristique de la chaudière respecte les valeurs minimales fixées dans le tableau suivant : Pour les chaudières mises en service à compter du 1er juillet 2020 autres que les chaudières biomasse, ces valeurs sont augmentées de 2 points. En cas de combustion simultanée de deux combustibles dans une chaudière, la valeur de rendement minimal retenue est déterminée au prorata des quantités de combustibles consommées.
Constats : Lors de la visite, les résultats des mesures de rendement de la chaudière biogaz ont été contrôlés. L'exploitant fait réaliser ces contrôles par la société extérieure SECAT: les résultats des contrôles du 28/06/23 ont été présentés; la chaudière biogaz a un rendement de 89,5%. Ceci est conforme aux valeurs limites fixées à l'article R224-23 du code de l'environnement qui impose un rendement minimal de 80%.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet